



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DE L'UNION POUR LES MÉDECINS LIBÉRAUX DE NOUVELLE-AQUITAINE

**Bordeaux, le 14 septembre 2026**

## **Stéphanie Rist allume le feu chez les professionnels de santé de Gironde**

Le Ministre de la Santé est en déplacement ce lundi 14 septembre à Bordeaux pour "rencontrer les équipes et professionnels mobilisés pendant les incendies". Or, **elle refuse de rencontrer les soignants de ville, alors que plusieurs milliers d'entre eux se sont mobilisés pour assurer la prise en charge sanitaire des personnes évacuées** dans les nombreux centres d'accueil répartis sur plusieurs départements, principalement en Gironde et dans Les Landes.

Elle inflige un véritable camouflet aux professionnels de santé libéraux, apparemment considérés comme quotité dérisoire du système de santé. En effet, son cabinet semble estimer qu'il n'est pas utile d'intégrer une rencontre avec les structures représentant ces professions et territoires, **il n'y aurait que les établissements de santé qu'elle souhaite voir.**

Face à l'ampleur inédite des événements (bien sur les méga feux mais surtout l'évacuation de plus de 168.000 personnes sur deux départements), les incendies de cet été ont confirmé que la gestion des situations sanitaires exceptionnelles repose sur une **chaîne de coopération ville-hôpital-territoires**, dans laquelle chaque acteur exerce pleinement ses missions au service d'un objectif commun : **garantir la continuité des soins et protéger la population**. Dès le 24 juillet, les acteurs de santé de ville ont structuré une **cellule de coordination interprofessionnelle** (1) en lien avec l'Agence régionale de santé, la Préfecture, le CHU, le SAMU, les établissements de santé, les établissements médico-sociaux, les transports sanitaires et l'ensemble des partenaires impliqués. Ils ont parlé d'une seule voix, ont mutualisé leurs compétences et moyens pour construire, avec les établissements de santé et les pouvoirs publics, une réponse coordonnée, réactive et adaptée aux besoins de la population dans une situation en permanente évolution. Cette organisation a fonctionné 24 heures sur 24 pendant toute la durée de la crise et a permis de mobiliser plusieurs milliers de professionnels. Cette cellule est intervenue en appui des Communautés Professionnelles Territoriales de santé (CPTS) qui ont assuré leur rôle au niveau local dans la mise en œuvre des moyens sanitaires des lieux d'accueil.

Car **l'enjeu était d'éviter la dispersion des forces d'urgence (SAMU) mais aussi hospitalières** qui devaient maintenir la prise en charge de leurs patients et surtout être en capacité d'accueillir des personnes hospitalisées dans les établissements évacués, d'éventuels blessés ou populations particulièrement touchées par les effets des incendies. **La ville s'est donc occupée de sa mission : elle s'est concentrée sur la prise en charge ambulatoire des populations déplacées.** Un premier focus a été de se préoccuper des résidents d'EHPAD et de structures médico-sociales qui

risquaient de ne pas pouvoir immédiatement être transférées vers d'autres établissements faute de place ou de transports. Mais aussi toutes les personnes fragiles à domicile dont l'impact d'une évacuation n'est pas sans conséquence. Il ne fallait pas négliger non plus les patients chroniques, polyopathologiques souvent déplacés sans médicaments ni ordonnances. Et puis tout le reste de la population ayant besoin de soins légers ou d'être accompagnée, notamment psychologiquement.

Les impacts des incendies sont encore vifs au sein de la population, les retombées sanitaires sont en train d'être analysées, et surtout le bilan de cette crise fait ressortir de nombreuses problématiques qui n'ont jamais été envisagées et pour lesquelles il faut définir des modèles complémentaires. Alors que les acteurs de ville et le secteur médico-social sont en train de travailler à des propositions, la Ministre de la Santé les ignore superbement. Au quotidien, pour traiter leurs problèmes de santé, les Français ont recours en moyenne dans plus de 70% des situations au secteur de ville, le passage par un établissement hospitalier étant réservé, heureusement, aux phases aiguës ou nécessitant un plateau technique lourd, une expertise spécifique. Dans cette crise, tout comme pendant le Covid, cela a été également le cas : les acteurs de ville ont tenu leur rôle en assurant l'essentiel des situations, en complémentarité de l'action des SAMU et hôpitaux qui ont leur côté réalisé un travail remarquable. Mais Madame Rist ne regarde qu'une partie de la forêt, quitte à mettre le feu à l'autre bout.

(1) Mobilisation dès le 24 juillet d'une cellule de crise « ville » réunissant les URPS et Ordres des principales professions concernées (médecins, infirmiers, pharmaciens), les régulateurs de médecine générale du Service d'Accès aux Soins et de la PDSA (ASSUM 33), SOS Médecins, la fédération des Dispositifs d'Appui à la Coordination (FACS NA), la structure d'appui aux CPTS de Nouvelle-Aquitaine (AGORALIB').

---

#### Contact presse :

URPS Médecins Libéraux Nouvelle-Aquitaine

Président : Dr Didier SIMON

Directeur : Mr Emmanuel BATAILLE

Tel : 05 56 56 57 10

[mail](#)



URPS ML NA – 105 rue Belleville – 33074 Bordeaux cedex  
05.56.56.57.10 – [Mail](#)

